

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Le général Oligui Nguéma et Faustin-Archange Touadéra font le point

L.J.N
Libreville/Gabon

Le général de Brigade Brice Clotaire Oligui Nguema, président du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions a poursuivi ses échanges entamés le 05 septembre avec Faustin-Archange Touadéra, président de la République Centrafricaine en visite au Gabon, en sa qualité de médiateur désigné par la CEEAC, dans le cadre de la Transition qui s'opère actuellement dans notre pays.

Cette rencontre a été l'occasion pour le président centrafricain de faire au Général Brice Clotaire Oligui Nguema, investi le 04 septembre dernier, comme chef de l'Etat, la restitution des mesures prises par la CEEAC à l'encontre du Gabon notamment la délocalisation provisoire du siège de l'institution vers la Guinée Équatoriale à Malabo. Mais aussi, croit-on savoir, les conclusions de sa médiation au Gabon.

En effet, dans le cadre de sa



Photo: DR

médiation, le président de la République Centrafricaine s'est entretenu avec la société civile, les confessions religieuses, les leaders politiques et le corps diplomatique accrédité. Ces différentes rencontres lui ont permis de recueillir leurs propositions dans le but de mener à bien cette transition. Au cours de son point

de presse, le chef de l'État a indiqué qu'il a rencontré le président de la République déchu Ali Bongo Ondimba, avec qui il a eu des échanges fructueux. Par ailleurs, le président de la Transition a reçu en audience le représentant de l'UNOCA, Abdou Abarry. Les deux personnalités ont essentiellement

évoqué les changements intervenus au Gabon. Le diplomate onusien a exprimé la grande attention qu'accorde le Secrétaire général des Nations Unies à l'évolution de la situation que traverse notre pays.

Le retour à l'ordre constitutionnel en vue de bâtir des institutions fortes qui vont per-

mettre au Gabon, pays si cher en Afrique centrale a également fait l'objet des discussions entre le Général Brice Clotaire Oligui Nguéma et son hôte.

Le représentant de l'UNOCA a tenu à exprimer au président de la Transition l'accompagnement des Nations unies lorsque que la feuille de route sera connue.

Léon-Paul Ngoulakia visité par des "hommes armés"

O.N.
Libreville/Gabon

Léon-Paul Ngoulakia, ex-patron du Conseil national de sécurité (2009-2013) et cousin germain de l'ancien président Ali Bongo Ondimba a reçu la visite nocturne «d'hommes armés» à son domicile. En effet, à en croire des sources, cette nuit-là (lundi à mardi), vers 23 heures, des "hommes armés", vêtus de noir, auraient fait irruption devant le domicile de M. Ngoulakia, sis au Haut de Gué-Gué, à bord de cinq (5) véhicules Land Cruiser VX. Ces derniers auraient exigé à son gardien d'ouvrir le portail parce qu'il voulait voir son patron. Face au refus du gardien d'obtempérer, les "hommes armés" auraient menacé d'utiliser une grenade lacrymogène contre lui. Il aurait cédé à leur exigence. N'ayant pas trouvé Léon-Paul Ngoulakia qui, seul dans la maison (sa famille étant absente), avait préféré regagner sa chambre, ces "visiteurs" auraient donc décidé de rebrousser chemin, en promettant de revenir...



Photo: Wilfried MBINAH

Zacharie Myboto reçu au Palais

L.J.N
Libreville/Gabon

Le président de la Transition a reçu hier Zacharie Myboto, en retrait de la scène politique depuis quelques années. Cette rencontre s'inscrit dans la droite ligne de celles initiées par le général Brice Clotaire Oligui, depuis la prise du pouvoir par les militaires le 30 août dernier. L'objectif est non seulement de déclinier les ambitions du président de la Transition mais aussi d'associer l'ensemble des acteurs politiques à la fondations du nouveau modèle gabonais à travers des institutions solides, de règles électorales plus équitables et acceptées par tous.



Photo: DR

Levée de l'assignation à résidence de Guy Nzouba Ndama

J.K.M
Libreville/Gabon

Le leader des Démocrates (LD), Guy Nzouba Ndama, est à nouveau un homme libre. La justice a, en effet, levé, hier, l'assignation à résidence à laquelle il était astreint depuis le 20 septembre dernier à la suite de son interpellation en septembre 2022 à Kabala, localité située à quelques encablures du chef-lieu du département des Plateaux, avec trois valises contenant 1,190 milliard de nos francs. Tout naturellement, cette décision a été chaleureusement accueillie par ses partisans. Notamment par le premier d'entre eux, Philippe Nzengue Mayila. Lequel, au cours d'une déclaration, a apporté "le soutien total" de sa formation politique au Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI).



Photo: Eric Laprieta/L'Union